

GE_GERICHTE ACPR/377/2020 vom 6. Mai 2020

GE Cour de justice, 2020-05-06, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACPR_377_2020

FR: GE_GERICHTE ACPR/377/2020 du 6 mai 2020

IT: GE_GERICHTE ACPR/377/2020 del 6 maggio 2020

Erwägungen

E. 1.1

La décision rendue en matière de libération conditionnelle (art. 86 CP) constitue une "autre décision ultérieure" indépendante au sens de l'art. 363 al. 3 CPP (arrêts du

- 4/7 - PM/449/2020 Tribunal fédéral 6B_1136/2015 du 18 juillet 2016 consid. 4.3 et 6B_158/2013 du 25 avril 2013 consid. 2.1; A. KUHN / Y. JEANNERET / C.

DEPEURSINGE (éds), Commentaire romand : Code de procédure pénale suisse, Bâle 2011, n. 30 ad art. 363). Le recours au sens de l'art. 393 CPP est la voie de droit ouverte contre les prononcés rendus par le TAPEM en matière de libération conditionnelle (art. 42 al. 1 let. b LaCP cum ATF 141 IV 187 consid. 1.1 et les références citées).

E. 1.2

La procédure devant la Chambre de céans est régie par le CPP, applicable au titre de droit cantonal supplétif (art. 42 al. 2 LaCP).

E. 1.3

En l'espèce, le recours est recevable, pour avoir été déposé selon les forme et délai prescrits (art. 385 al. 1, 390 al. 1 et 396 al. 1 CPP), par le condamné, qui a un intérêt juridiquement protégé à l'annulation ou à la modification de la décision attaquée (art. 382 al. 1 CPP).

E. 2

La Chambre pénale de recours peut décider d'emblée de traiter sans échange d'écritures ni débats les recours manifestement irrecevables ou mal fondés (art. 390 al. 2 et 5 a contrario CPP). Tel est le cas en l'occurrence, au vu des considérations qui suivent.

E. 3

Le recourant prétend s'être mépris sur la portée de la lettre que le TAPEM lui a envoyée le 21 avril 2020. Il ne peut être suivi. L'en-tête utilisée par le premier juge est limpide ("examen de votre libération conditionnelle"), et la date du 30 avril 2020 n'est pas mise en relation avec une éventuelle sortie de prison. Par ailleurs, à se fier à la rédaction de l'acte de recours, il n'apparaît pas que le recourant n'était pas en mesure de comprendre le français écrit ou de se faire expliquer la portée de la décision du TAPEM par un interlocuteur maîtrisant cette langue. À tout le moins a-t-il compris, par exemple, que le jugement attaqué était sujet à recours auprès de la Chambre de céans. On ne voit donc pas pourquoi il n'en est pas allé de même avec la lettre précitée. Ce nonobstant, le pouvoir d'examen de la Chambre de céans est complet, en fait et en droit, et le recourant a pu s'exprimer sans limite dans l'acte de recours. Il ne subit donc pas de préjudice par suite du délai expiré.

E. 4

Le recourant conteste le refus de sa demande de libération conditionnelle.

E. 4.1

Aux termes de l'art. 86 al. 1 CP, l'autorité compétente libère conditionnellement le détenu qui a subi les deux tiers de sa peine, mais au moins trois mois de détention, si son comportement durant l'exécution de la peine ne s'y

- 5/7 - PM/449/2020 oppose pas et s'il n'y a pas lieu de craindre qu'il ne commette de nouveaux crimes ou de nouveaux délits. La libération conditionnelle constitue la dernière étape de l'exécution de la sanction pénale. Elle est la règle et son refus l'exception, dans la mesure où il n'est plus exigé qu'il soit à prévoir que le condamné se conduira bien en liberté (cf. art. 38 ch. 1 al. 1 aCP), mais seulement qu'il ne soit pas à craindre qu'il commette de nouveaux crimes ou délits. Autrement dit, il n'est plus nécessaire pour l'octroi de la libération conditionnelle qu'un pronostic favorable puisse être posé. Il suffit que le pronostic ne soit pas défavorable (ATF 133 IV 201 consid. 2.2 p. 203). Le pronostic à émettre doit être posé sur la base d'une appréciation globale, prenant en considération les antécédents de l'intéressé, sa personnalité, son comportement en général et dans le cadre des délits qui sont à l'origine de sa condamnation, le degré de son éventuel amendement, ainsi que les conditions dans lesquelles il est à prévoir qu'il vivra (ATF 133 IV 201 consid. 2.3 p. 203 s. et les références citées). Par sa nature même, le pronostic ne saurait être tout à fait sûr; force est de se contenter d'une certaine probabilité; un risque de récidive est inhérent à toute libération, conditionnelle ou définitive (ATF 119 IV 5 consid. 1b p. 7). Pour déterminer si l'on peut courir le risque de récidive, il faut non seulement prendre en considération le degré de probabilité qu'une nouvelle infraction soit commise, mais également l'importance du bien qui serait alors menacé. Ainsi, le risque de récidive que l'on peut admettre est moindre si l'auteur s'en est pris à la vie ou à l'intégrité corporelle de ses victimes que s'il a commis, par exemple, des infractions contre le patrimoine (ATF 133 IV 201 consid. 2.3 p. 203 et les références citées). Il y a également lieu de rechercher si la libération conditionnelle, éventuellement assortie de règles de conduite et d'un patronage, ne favoriserait pas mieux la resocialisation de l'auteur que l'exécution complète de la peine (ATF 124 IV 193 consid. 4d/aa/bb p. 198 ss).

E. 4.2

En l'espèce, l'appréciation émise par le premier juge ne souffre pas de critique. Les critères qu'il a retenus et appliqués sont pertinents. Il peut y être renvoyé sans autre, car le recourant se contente d'invoquer une situation personnelle "compliquée", dont il ne dit cependant rien. En particulier, il laisse intacte la contradiction apparente entre sa demande d'un billet d'avion pour le Mexique et sa volonté de continuer à résider en Suisse, où il n'a aucun droit de résider (et, par conséquent, aucune expectative de travailler), ce qui lui a du reste valu 6 condamnations depuis le 11 février 2019. En outre, son ex-femme n'a pas attesté de l'aide qu'il prétendait, sans autre détail, qu'elle lui fournirait. Dans ces circonstances, le risque de récidive se présente sous un jour défavorable. C'est en vain que le recourant expose n'avoir jamais antérieurement bénéficié d'une libération conditionnelle en Suisse. La condition objective d'un tel allègement, au

- 6/7 - PM/449/2020 demeurant rappelée dans le jugement attaqué (à savoir, le seuil de 3 mois de d'exécution imposé par l'art. 86 al. 1 CP), n'était réunie pour aucune des peines auxquelles il a été condamné par le passé dans notre pays.

E. 5

Son recours étant dénué de chance de succès, le recourant ne saurait bénéficier de la nomination d'un défenseur d'office.

E. 6

Le recourant, parce qu'il n'a pas gain de cause, supportera les frais envers l'État, qui seront fixés en totalité à CHF 500.- (art. 428 al. 1 CPP et 13 al. 1 du Règlement fixant le tarif des frais en matière pénale, RTFMP; E 4 10.03). Ces frais ne sont toutefois pas prélevés pour le rejet de l'assistance judiciaire (art. 20 RAJ). * * * * *

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.